

Le 20 juin 2023

Étudiants précaires et jobistes : un choix entre survie et études

La présence d'étudiants jobistes chez Colruyt, Delhaize et ailleurs devient monnaie courante. Pourquoi cette tendance croissante ? Les gouvernements imposent aux étudiants de travailler plus pour faire face au coût de la vie et des études. L'étudiant a plus en tête comment payer son loyer que de se concentrer sur ses études. Et plus il travaille pour financer ses études, plus il se sent épuisé et a du mal à se concentrer en cours. Il rentre ainsi dans un cercle vicieux d'un job pénible le menant à l'échec ou l'exclusion des études.

Il est temps de briser ce piège en agissant sur les causes qui poussent les étudiants à jobber : le coût des études. Avec des montants entre 8000 à 12 000 euros par an, couplés à une inflation record et à des logements toujours plus inaccessibles, le coût des études devient intenable, même pour les familles qui parvenaient à peine à s'en sortir jusqu'à présent. Une récente enquête de Randstad démontre que 45% des étudiants interrogés ont accepté un job étudiant pour compenser la hausse du coût de la vie.

Depuis ce 1^{re} janvier, les étudiants peuvent désormais travailler 600 heures par an contre 475 heures auparavant. Si le principe des jobs étudiants n'est bien sûr pas un problème en lui-même quand il est volontaire et s'accorde avec les études, il devient interpellant quand les étudiants n'ont pas d'autres choix. Selon une étude réalisée en France, « les étudiants salariés auraient une probabilité plus élevée de 43 points de rater leur année ». Dans notre enquête « Heure des Campus » réalisée en 2022, nous avons observé qu'environ un étudiant jobiste sur deux continue à travailler pendant les périodes d'examens. Il est pourtant clair que jobber pendant ses examens n'aide pas à réussir et que le job étudiant renforce les inégalités dans l'enseignement supérieur.

Mais à qui profite réellement ces nouvelles mesures sur les jobs ? Les employeurs se frottent les mains de voir arriver une main-d'œuvre flexible et bon marché, qu'ils mettent en concurrence avec les travailleurs. On constate souvent que les entreprises engagent fréquemment des jobistes, ce qui menace la création d'emplois stables, réduit les cotisations sociales et fragilise notre système de sécurité sociale.

La mise en avant du travail étudiant par nos dirigeants cache un abandon de leur part pour lutter contre la hausse du coût des études. La FEF réclame de toute urgence des mesures concrètes et structurelles pour diminuer les coûts, améliorer la qualité de vie des étudiants, et augmenter le taux de réussite.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | emila.hoxhaj@fef.be

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | renaud.leemans@fef.be